
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 1919.

Projet de loi relatif à la réglementation de la navigation aérienne (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE (2), PAR M. BRIFAUT.

MESSIEURS,

La guerre a permis à la navigation aérienne de briser les étapes et de passer en cinq ans des tâtonnements du début, à la phase des réalisations pratiques et certaines. Chaque jour amène de nouveaux progrès et élargit le champ des utilisations et des espérances.

Déjà, dans de nombreux pays, et spécialement aux États-Unis, en France, en Angleterre, en Belgique, le trafic intérieur et international s'organise et s'étend. Ainsi se trouvent posés des problèmes juridiques non prévus par nos devanciers et que les lois existantes ne solutionnent pas.

Il importe de créer d'urgence une législation en rapport avec les exigences de ce nouveau mode d'activité économique et de parer à des inconvénients et à des abus qui mettraient en danger la sécurité des particuliers et celle de l'État.

La navigation aérienne apparaît, dès l'abord, comme pouvant offrir des périls graves pour ceux qui l'utilisent aussi bien que pour ceux qui lui sont étrangers ; elle est, de plus, un puissant moyen d'espionnage et de contrebande.

Dès lors, une réglementation immédiate s'impose.

Vu les circonstances toutes spéciales où il se trouve, le Parlement ne pourrait s'y consacrer que dans un délai assez éloigné. Ne lui suffit-il pas, du reste, d'en tracer les grandes lignes et d'assurer l'efficacité des mesures que le Gouvernement devra prendre, en mettant à sa disposition les

(1) Projet de loi, n° 373.

(2) La Commission, présidée par M. Firmez, est composée de MM. Berloz, Briart, Brifaut, Buyt, Cocq, du Bus de Warnaffe, Delporte, d'Huart, Dony, Ernest, Fieullien, Goblet, Huyshauwer, Lampens, Mansart, Marck, Ortegat, Pastur.

moyens de repression que la sécurité publique comporte. C'est à quoi le projet pourvoit.

La question s'impose d'autant plus qu'une convention élaborée par la Conférence de la paix entre les nations alliées, réclame de chacune d'elles une organisation intérieure à créer d'urgence pour favoriser la navigation aérienne internationale tout en sauvegardant les droits respectifs de souveraineté et de sécurité des États signataires.

Cette convention forme déjà toute une législation dont les arrêtés royaux préparés ou en élaboration s'inspirent pour que la réglementation belge soit en parfaite concordance avec celle dès à présent en vigueur dans les principaux pays de l'Entente.

Le projet soumis à la Chambre permettra au Gouvernement d'agir vite suivant les transformations incessantes et les besoins chaque jour nouveaux qu'il aura à envisager.

Aussi la loi proposée est-elle une véritable délégation identique à celle que le Parlement donna au pouvoir exécutif par la loi du 1^{er} août 1899 sur la police de roulage, alors qu'il importait de codifier une législation vétuste et compliquée et de parer aux nécessités nouvelles créées par la circulation intense et rapide des automobiles et des vélocipèdes.

Le projet primitif comporte quatre lacunes auxquelles la Commission de l'Armée sur la suggestion du Comité consultatif de l'Aéronautique et d'accord avec les Départements de la Guerre, des Finances et des Travaux Publics plus spécialement intéressés, propose de pourvoir :

1° En matière douanière, il convient d'étendre à la voie aérienne la législation réglant l'importation et l'exportation des marchandises par terre et par eau ; de là le second alinéa ajouté à l'article premier ;

2° Il a paru nécessaire de prévoir également l'extension à la navigation aérienne des pénalités prévues par les lois fiscales en vigueur. D'où la nouvelle rédaction de l'article 3 ;

3° Il convenait de permettre au Gouvernement de fixer dès à présent, en conformité avec les règles internationales de la Convention intervenue entre États alliés, et de percevoir les redevances à payer par les aéronefs sur les aéroplaces publiques du service intérieur ou du service international pour l'atterrissage ou le séjour. C'est ce que prévoit l'article 5 nouveau ;

4° En ce qui concerne les sanctions, il a paru que dans certains cas où la faute commise marque une inhabileté évidente ou une certaine inconscience du coupable et une menace grave pour la sécurité publique, le juge doit pouvoir suspendre, pour une durée variant de trois mois à trois ans, les brevets et licences permettant aux personnes qui en sont bénéficiaires, d'assurer la conduite d'appareils de navigation aérienne.

Le projet soumis en ce moment au Parlement français étend cette sanction, en cas de récidive, à une durée de trois à six années. De même que les amendes qu'il prévoit montent de 500 à 10,000 francs et peuvent atteindre 20,000 francs pour certains cas spéciaux.

La Commission a jugé que, quant à présent, tout au moins, il ne fallait pas aller jusque là, d'autant plus que l'application des articles 1383 et 1384 du

Code civil reste entière comme le précise l'article 3 du projet repris de l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1899.

La Chambre sera évidemment d'accord avec le Gouvernement et la Commission pour admettre qu'une exception soit faite à l'application de l'article 43 du Code pénal. La confiscation de l'aéronef, instrument du crime ou du délit, serait dans certains cas, vu l'énormité de la somme en jeu, une sanction exagérée.

Quant, la courte prescription d'un an prévue par l'article 4, tant pour l'action publique que pour l'action privée, elle est reprise de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1899. Vu les analogies, la chose s'imposait.

Enfin il convenait de préciser dès maintenant les principes généraux, tant pour assurer le contrôle de la navigation aérienne que pour établir les grandes règles de juridiction et de souveraineté nationale à l'égal de ce qui existe dans le droit maritime. Tel est le sens et le but de l'article 5 du projet primitif devenu article 6 par suite des amendements proposés par la Commission.

Ainsi justifié et amendé le projet a rencontré l'assentiment unanime de la Commission de l'Armée et obtiendra certainement celui de la Chambre.

Le Rapporteur,

V. BRIFAUT.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



PROJET DE LOI

relatif à la réglementation de la
navigation aérienne.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à assurer, par arrêtés royaux, la réglementation et la police de la navigation aérienne.

Art. 2.

Les infractions aux arrêtés pris en exécution de l'article 1^{er} seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 à 5,000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Le tribunal pourra décider qu'il n'y a pas lieu d'appliquer le premier alinéa de l'article 43 du Code pénal.

L'article 85 du Code pénal, relatif aux circonstances atténuantes, pourra être appliqué.

WETSONTWERP

betreffende de regeling der luchtvaart

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt gemachtigd, de luchtvaart te regelen en de politie er van vast te stellen bij koninklijke besluiten.

Art. 2.

De overtredingen van de besluiten, ter uitvoering van artikel 1 genomen, worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en eene boete van 50 tot 5,000 frank of met slechts ééne dier straffen.

De rechtbank kan beslissen dat het eerste lid van artikel 43 van het Strafwetboek niet dient te worden toegepast.

Artikel 85 van het Strafwetboek, betreffende de verzachtende omstandigheden, kan toegepast worden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

Les dispositions légales en vigueur relativement à l'importation et à l'exportation des marchandises par terre et par eau, sont rendues applicables aux entrées et aux sorties du Royaume par la voie aérienne.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

Les brevets et les licences d'un capitaine et d'un pilote, d'un mécanicien ou d'un autre membre du personnel de conduite d'aéronef peuvent être, en cas de faute grave et personnelle, suspendus par le jugement pour une durée de trois mois à trois ans comme suite d'une condamnation prononcée.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

De van kracht zijnde wettelijke bepalingen betreffende den in- en uitvoer der goederen te land en te water zijn mede van toepassing op den in- en uitvoer van het Rijk door de lucht.

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

De brevetten en vergunningen van een kapitein en een stuurman, van een machinist of een ander lid van het sturend personeel van een luchtvaartuig kunnen, in geval van zware en persoonlijke schuld, door het vonnis voor een termijn van drie maanden tot drie jaar worden opgeschorst als gevolg van eene uitgesproken veroordeeling.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 3.

ART. 3.

Les peines établies par la présente loi seront appliquées sans préjudice aux dommages-intérêts s'il y a lieu.

De bij onderhavige wet bepaalde straffen zullen toegepast worden onverminderd schadevergoeding zoo daartoe aanleiding bestaat.

ART. 4.

ART. 4.

L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction aux arrêtés pris en exécution de l'article 1^{er} seront prescrites après un an révolu à compter du jour où l'infraction aura été commise.

De openbare rechtsvordering en de burgerlijke rechtsvordering wegens eene overtreding van de besluiten, genomen ter uitvoering van artikel 1, verjaren door verloop van een volle jaar vanaf den dag waarop de overtreding werd bedreven.

ART. 5 (devient 6).

ART. 5.

Les aéronefs doivent être immatriculés.

De luchtvaarttuigen dienen ingeschreven te worden.

L'immatriculation confère à l'aéronef la nationalité belge.

De inschrijving verleent de Belgische nationaliteit aan het luchtvaarttuig.

Les rapports de droit qui se forment entre personnes à bord d'un aéronef belge en vol sont régies par la loi belge.

De rechtsverhoudingen, welke ontstaan onder personen aan boord van een varend Belgisch luchtvaarttuig, worden door de Belgische wet beheerscht.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 3.

ART.

Les peines établies par la présente loi sont indépendantes de celles prévues par les lois fiscales.

De bij deze wet bepaalde straffen zijn onafhankelijk van die welke door de fiscale wetten zijn voorzien.

Elles seront en outre appliquées sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Zij worden bovendien toegepast onverminderd deschadeloosstelling, zoo daartoe reden bestaat.

ART. 4.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens).

ART. 5 (nouveau).

ART. 5 (nieuw).

Le Gouvernement a le pouvoir de déterminer les redevances à payer du chef de l'atterrissage et du séjour que les aéronefs font dans nos aéro-places.

De Regeering is bevoegd om de rechten te bepalen, verschuldigd wegens landing en verblijf der luchtvaartuigen in onze vliegkampen.

ART. 6.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 OCTOBER 1949.

Wetsontwerp betreffende de regeling der luchtvaart (1).

VERSLAG

NAMENS DE LEGERCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRIFAUT.

MIJNE HEEREN,

Door den oorlog heeft de luchtvaart geweldigen vooruitgang gemaakt en op vijf jaar tijd is men van het aanvankelijk tasten en zoeken gekomen tot het tijdstip der practische en zekere verwezenlijking. Elken dag gaat men een stap verder en verruimt men de baan voor nuttiger gebruik en vooruitzicht.

In talrijke landen, hoofdzakelijk in de Vereenigde Staten, in Frankrijk, Engeland en België, wordt het binnenlandsch en internationaal verkeer ingericht en uitgebreid. Juridische vraagstukken, door onze voorgangers niet voorzien en door de bestaande wetten niet op te lossen, zijn bijgevolg te berde gebracht.

Eene wettelijke regeling, in verband met de vereischten van die nieuwe wijze van economische bedrijvigheid, dient zonder verwijl tot stand te worden gebracht; tevens dient men de bezwaren en misbruiken te verhelpen, die de veiligheid én van de personen én van den Staat kunnen in gevaar brengen.

De luchtvaart blijkt, vooreerst, groote gevaren te kunnen opleveren én voor hen die er gebruik van maken én voor hen die er vreemd aan blijven; zij is bovendien een machtig middel tot verspieding en sluikhandel.

Dus is eene onmiddellijke regeling hoogst noodig.

Wegens de bijzondere omstandigheden, waarin het zich bevindt, zou het Parlement zich daarmee slechts veel later kunnen bezighouden. Volstaat het

(1) Wetsontwerp, n^o 373.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Berloz, Briart, Brifaut, Buyl, Cocq, du Bus de Warnaffe, Delporte, d'Huart, Dony, Ernest, Fieulien, Goblet, Huyshauwer, Lampens, Mansart, Marck, Ortegat, Pastur.

evenwel niet dat het de groote lijnen daarvan trekke en voor de doelmatigheid der door de Regeering te treffen maatregelen zorge door haar de beteugelingsmiddelen aan de hand te doen, die de openbare veiligheid vereischt? Daarin voorziet het wetsontwerp.

Het vraagstuk dringt zich des te meer op, daar eene door de Vredesconferentie tot stand gebrachte overeenkomst tusschen de geallieerde natiën eischt dat elke dezer onverwijld eene binnenlandsche regeling trefte tot bevordering van de internationale luchtvaart en tevens tot vrijwaring van de onderscheidenlijke rechten van soevereiniteit en veiligheid der onderteeke-nende staten.

Die overeenkomst vormt reeds eene heele wetgeving, waarop de voorbereide of ter studie liggende koninklijke besluiten steunen opdat de regeling, in België getroffen, volkomen overeenstemme met de reeds geldende regeling in de landen der Entente.

Door het ontwerp, aan de Kamer voorgelegd, zal de Regeering dadelijk kunnen handelen naar de voortdurende wijzigingen en de elken dag zich voordoende noodwendigheden, waarop zij het oog zal moeten hebben.

Ook is de voorgestelde wet eene ware opdracht gelijk aan die welke het Parlement aan de uitvoerende macht verleende door de wet van 1 Augustus 1899 op de politie van het vervoer, toen het noodig bleek eene verouderde en ingewikkelde wetgeving door eene nieuwe regeling te vervangen en in de nieuwe noodwendigheden te voorzien, voortvloeiende uit het druk en snel verkeer van motorrijtuigen en rijwielen.

Steunend op de aanwijzingen van het Comité van Raadgeving voor de Luchtvaart, en in overleg met de Departementen van Oorlog, van Financiën en van Openbare Werken die er bijzonder bij betrokken zijn, stelt de Legercommissie voor, vier leemten aan te vullen, welke in het aanvankelijk ontwerp voorkomen, namelijk :

1° Wat aangaat de douanen, moet men de wetgeving tot regeling van den in- en uitvoer der goederen te land en te water uitbreiden tot de lucht-wegen ; daarom wordt het tweede lid aan het eerste artikel toegevoegd ;

2° Het bleek noodig de straffen, voorzien door de van kracht zijnde fiscale wetten, eveneens toepasselijk te maken op de luchtvaart. Om deze reden werd de tekst van artikel 3 gewijzigd ;

3° Aan de Regeering dient machtiging te worden verleend om van nu af aan, in overeenstemming met de internationale regelen der tusschen de geallieerde Staten getroffen Overeenkomst, de som vast te stellen en te innen die de luchtvaartuigen zullen moeten betalen wegens landing of verblijf op de openbare landingsplaatsen van den binnenlandschen dienst of van den internationalen dienst. Daarin voorziet het nieuw artikel 5 ;

4° Wat betreft de strafbepalingen, kwam het ons voor dat, in sommige gevallen waarbij de bedreven fout eene klaarblijkelijke onbekwaamheid of eene zekere onbewustheid van den schuldige aantoont of eene ernstige bedreiging voor de openbare veiligheid is, de rechter moet bevoegd zijn om de brevetten en vergunningen, die aan de houders toelaten luchtvaartuigen te besturen, voor een tijd van drie maand tot drie jaar te schorsen.

Krachtens het wetsontwerp, op dit oogenblik aan de Fransche Kamer voorgelegd, geldt deze strafbepaling, in geval van herhaling, voor een duur van drie tot zes jaar. Evenzoo bedragen de boeten, die het voorziet, 500 tot 10,000 frank en kunnen zij, voor sommige bijzondere gevallen, 20,000 frank bereiken.

De Commissie oordeelde dat men, ten minste voor het oogenblik, niet zoo ver gaan moest, te meer daar de artikelen 1383 en 1384 van het Burgerlijk Wetboek ten volle kunnen toegepast worden, zooals is bepaald in artikel 3 van het ontwerp overgenomen uit artikel 3 der wet van 1 Augustus 1899.

De Kamer zal ongetwijfeld het met de Regeering en met de Commissie eens zijn om aan te nemen dat eene uitzondering worde gemaakt wat betreft de toepassing van artikel 43 van het Strafwetboek. De verbeurdverklaring van het luchtvaartuig, werktuig van de misdaad of van het wanbedrijf, zou in zekere gevallen, wegens de reusachtige som die het vertegenwoordigt, eene overdreven straf zijn.

Wat betreft de korte verjaring van één jaar voorzien bij artikel 4, zoo voor de openbare als voor de burgerlijke rechtsvordering, deze is overgenomen uit artikel 7 der wet van 1 Augustus 1899. Wegens de overeenstemming drong dit zich op.

Ten slotte was het noodig, van nu af aan duidelijk de algemeene beginselen te bepalen, zoo tot verzekering van het toezicht op de luchtvaart als tot vaststelling der algemeene regels van rechtsmacht en nationale souvereiniteit, zooals dit bestaat in het zeerecht. Dit is de beteekenis, het doel van artikel 5 van het aanvankelijk ontwerp, nu artikel 6 ten gevolge van de amendementen door de Commissie voorgesteld.

Aldus gewettigd en gewijzigd, werd het ontwerp door de Legercommissie eenparig goedgekeurd en zal het zeker door de Kamer eveneens goedgekeurd worden.

De Verslaggever,

V. BRIFAUT.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.



PROJET DE LOI

relatif à la réglementation de la
navigation aérienne.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à assurer, par arrêtés royaux, la réglementation et la police de la navigation aérienne.

ART. 2.

Les infractions aux arrêtés pris en exécution de l'article 1^{er} seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 à 5,000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Le tribunal pourra décider qu'il n'y a pas lieu d'appliquer le premier alinéa de l'article 43 du Code pénal.

L'article 85 du Code pénal, relatif aux circonstances atténuantes, pourra être appliqué.

WETSONTWERP

betreffende de regeling der luchtvaart

EERSTE ARTIKEL.

De Regceering wordt gemachtigd, de luchtvaart te regelen en de politie er van vast te stellen bij koninklijke besluiten.

ART. 2.

De overtredingen van de besluiten, ter uitvoering van artikel 1 genomen, worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en eene boete van 50 tot 5,000 frank of met slechts éene dier straffen.

De rechtbank kan beslissen dat het eerste lid van artikel 43 van het Strafwetboek niet dient te worden toegepast.

Artikel 85 van het Strafwetboek, betreffende de verzachtende omstandigheden, kan toegepast worden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

Les dispositions légales en vigueur relativement à l'importation et à l'exportation des marchandises par terre et par eau, sont rendues applicables aux entrées et aux sorties du Royaume par la voie aérienne.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

Les brevets et les licences d'un capitaine et d'un pilote, d'un mécanicien ou d'un autre membre du personnel de conduite d'aéronef peuvent être, en cas de faute grave et personnelle, suspendus par le jugement pour une durée de trois mois à trois ans comme suite d'une condamnation prononcée.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

De van kracht zijnde wettelijke bepalingen betreffende den in- en uitvoer der goederen te land en te water zijn mede van toepassing op den in- en uitvoer van het Rijk door de lucht.

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

De brevetten en vergunningen van een kapitein en een stuurman, van een machinist of een ander lid van het sturend personeel van een luchtvaartuig kunnen, in geval van zware en persoonlijke schuld, door het vonnis voor een termijn van drie maanden tot drie jaar worden opgeschorst als gevolg van eene uitgesproken veroordeeling.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 3.

Les peines établies par la présente loi seront appliquées sans préjudice aux dommages-intérêts s'il y a lieu.

ART. 4.

L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction aux arrêtés pris en exécution de l'article 1^{er} seront prescrites après un an révolu à compter du jour où l'infraction aura été commise.

ART. 5 (devient 6).

Les aéronefs doivent être immatriculés.

L'immatriculation confère à l'aéronef la nationalité belge.

Les rapports de droit qui se forment entre personnes à bord d'un aéronef belge en vol sont régies par la loi belge.

Wetsontwerp.

ART. 3.

De bij onderhavige wet bepaalde straffen zullen toegepast worden onverminderd schadevergoeding zoo daartoe aanleiding bestaat.

ART. 4.

De openbare rechtsvordering en de burgerlijke rechtsvordering wegens eene overtreding van de besluiten, genomen ter uitvoering van artikel 1, verjaren door verloop van een volle jaar vanaf den dag waarop de overtreding werd bedreven.

ART. 5.

De luchtvaartuigen dienen ingeschreven te worden.

De inschrijving verleent de Belgische nationaliteit aan het luchtvaartuig.

De rechtsverhoudingen, welke ontstaan onder personen aan boord van een varende Belgisch luchtvaartuig, worden door de Belgische wet beheerscht.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 3.

ART. 3.

Les peines établies par la présente loi *sont indépendantes de celles prévues par les lois fiscales.*

De bij deze wet bepaalde straffen *zijn onafhankelijk van die welke door de fiscale wetten zijn voorzien.*

Elles seront en outre appliquées sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Zij worden bovendien toegepast onverminderd deschadeloosstelling, zoo daartoe reden bestaat.

ART. 4.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 5 (nouveau).

ART. 5 (nieuw).

Le Gouvernement a le pouvoir de déterminer les redevances à payer du chef de l'atterrissage et du séjour que les aéronefs font dans nos aérop-places.

De Regeering is bevoegd om de rechten te bepalen, verschuldigd wegens landing en verblijf der lucht-vaartuigen in onze vliegvelden.

ART. 6.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)